



CHAPITRE 121

Loi constituant en corporation l'Abbaye cistercienne Notre-Dame du Bon Conseil

[Sanctionnée le 28 mai 1968]

Préambule.

ATTENDU que la Révérende Mère Monique Carrier, domiciliée dans la cité de Saint-Romuald d'Etchemin, membre des Moniales cisterciennes de la stricte observance et abbesse de l'abbaye de cette communauté établie à Saint-Romuald d'Etchemin, a par sa pétition représenté:

Qu'il existe dans la cité de Saint-Romuald d'Etchemin, dans la province ecclésiastique de Québec, une communauté, ci-après appelée « la communauté », des Moniales cisterciennes de la stricte observance;

Que cette communauté est érigée en abbaye;

Qu'une corporation connue sous le nom de « Les Cisterciennes Réformées » a été constituée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 108, pour permettre aux membres de la communauté de poursuivre leurs fins;

Que depuis la constitution de cette corporation, la communauté s'est beaucoup développée et continue de progresser;

Que les pouvoirs, droits et privilèges de cette corporation ne sont plus appropriés et que la structure même de cette corporation ne répond pas aux besoins actuels;

Qu'il s'avère nécessaire qu'une corporation dotée de pouvoirs appropriés soit constituée pour permettre à la communauté de poursuivre ses fins;

CHAPTER 121

An Act to incorporate l'Abbaye cistercienne Notre-Dame du Bon Conseil

[Assented to 28th May 1968]

Preamble.

WHEREAS Reverend Mother Monique Carrier, domiciled in the city of St. Romuald d'Etchemin, a member of the Moniales cisterciennes de la stricte observance and abbess of the abbey of such community established at St. Romuald d'Etchemin, has by her petition represented:

That there exists in the city of St. Romuald d'Etchemin, in the ecclesiastical province of Québec, a community, hereinafter called "the community", of the Moniales cisterciennes de la stricte observance;

That such community is erected as an abbey;

That a corporation called "Les Cisterciennes Réformées" was incorporated by the act 4 Edward VII, chapter 108, to enable the members of the community to pursue their objects;

That since such incorporation the community has expanded greatly and continues to progress;

That the powers, rights and privileges of such corporation are no longer appropriate and the very structure of the corporation does not meet present needs;

That it appears necessary that a corporation with suitable powers be incorporated to enable the community to pursue its objects;

Que la corporation connue sous le nom de Les Cisterciennes Réformées a consenti à la présentation de la pétition;

Que son Éminence le Cardinal Maurice Roy, archevêque catholique romain de l'archidiocèse de Québec, où est établie la communauté, a donné son assentiment à la présentation de la pétition;

Que le 9 novembre 1902, Peter William Wells a vendu à la Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, un terrain connu et désigné sous le numéro 29 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald, par un acte de vente reçu par le notaire F. A. Larue et enregistré à Lévis, sous le numéro 40,590;

Qu'aux termes de l'article 8 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 108, tous les biens meubles et immeubles alors possédés par lesdites soeurs ont été transférés et dévolus à la corporation constituée par ladite loi;

Que ledit terrain numéro 29 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald était possédé par les soeurs qui demandaient alors d'être constituées en corporation, mais qu'il était d'autre part la propriété des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France;

Qu'il y a lieu d'écarter tout doute quant à la validité du titre de la corporation sur cet immeuble et d'édicter que la corporation constituée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 108 a succédé à tous les droits et obligations de la Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, aux termes de l'acte de vente reçu par le notaire F. A. Larue, et enregistré à Lévis sous le numéro 40,590;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit à cette demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

That the corporation called Les Cisterciennes Réformées has consented to the presenting of the petition;

That His Eminence Maurice Cardinal Roy, Roman Catholic Archbishop of the archdiocese of Québec, where the community is established, has consented to the presenting of the petition;

That on the 9th of November 1902, Peter William Wells sold to the Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, a lot known and designated under number 29 of the cadastre for the parish of St. Romuald, by a deed of sale made before F. A. Larue, notary, and registered at Lévis under number 40,590;

That by section 8 of the act 4 Edward VII, chapter 108, all property, moveable and immoveable then possessed by the said sisters was transferred to and vested in the corporation constituted by the said act;

That the said lot number 29 of the cadastre for the parish of St. Romuald was owned by the sisters who then applied to be incorporated, though it was the property of the Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France;

That it is expedient to remove any doubt as to the validity of the title of the corporation to such immoveable and to declare that the corporation constituted by the act 4 Edward VII, chapter 108, succeeded to all the rights and obligations of the Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, under the deed of sale made before F. A. Larue, notary, and registered at Lévis under number 40,590;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

Constitution.

1. Une corporation, ci-après appelée « la corporation », est constituée par la

1. A corporation, hereinafter called "the corporation", is created by this act Incorporation.

- Nom.** présente loi sous le nom de « Abbaye cistercienne Notre-Dame du Bon Conseil ». under the name of "Abbaye cistercienne Notre-Dame du Bon Conseil." Name.
- Siège social.** **2.** Le siège social de la corporation est dans la cité de Saint-Romuald d'Etchemin, district de Québec. **2.** The corporate seat of the corporation shall be in the city of St. Romuald d'Etchemin, district of Québec. Corporate seat.
- Membres.** **3.** Les personnes qui sont ou deviendront membres de la communauté sont membres de droit de la corporation mais seulement tant qu'elles restent membres de la communauté. **3.** The persons who are or shall become members of the community shall be members of right of the corporation but only as long as they remain members of the community. Members.
- Fins.** **4.** Les fins de la corporation sont la religion et la charité; de même que la sanctification de ses membres par la contemplation et le travail manuel. **4.** The objects of the corporation shall be religion and charity and the edification of its members by contemplation and manual labour. Objects.
- Pouvoirs.** **5.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement:
 a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
 b) ester en justice;
 c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
 d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des postulats, noviciats, résidences, monastères, maisons de retraite, ainsi que des infirmeries conformément aux dispositions du paragraphe a) de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;
 e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettres de change, billets ou autres effets négociables;
 f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;
 g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour garantir le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
 h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs et les vendre, les échanger, les nantir ou les mettre en gage;
 i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou
- 5.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular:
 (a) have a seal and alter it at will;
 (b) appear before the courts;
 (c) acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;
 (d) acquire, establish, possess, maintain, administer and manage postulats, novitiates, residences, monasteries, retreats, and infirmaries in conformity with the provisions of paragraph a) of section 1 of the Hospitals Act;
 (e) bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;
 (f) borrow money on its credit by any method recognized by law;
 (g) hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations;
 (h) issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;
 (i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present or future, to secure the payment
- Powers.**

valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes ou toute corporation constituée en vertu des dispositions de l'article 22 de la présente loi, lui céder tous biens gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou ses engagements;

l) accepter tout don, legs ou libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières ou des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1964, chapitre 310) et faire tenir des registres de l'état civil pour ces inhumations et exhumations, par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider de toutes manières à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elles;

q) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie de ses entreprises et œuvres

of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or any act that may replace it;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) assist any person pursuing any object similar to one of its own or any corporation constituted under section 22 of this act, cede any property gratuitously or not and lend money to such person or corporation and secure or guarantee the obligations and commitments of such person or corporation;

(l) accept any gift, legacy or liberality;

(m) acquire, possess, administer and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

(n) establish and maintain cemeteries or vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1964, chapter 310) and cause to be kept registers of civil status for such burials, and disinterments, by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

(o) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, whether they are immoveables owned by the corporation or those of which it has the enjoyment only, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

(p) provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service and of those connected with it;

(q) cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works

gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative de nature à lui profiter directement ou indirectement, et s'opposer à toute procédure ou demande pouvant nuire directement ou indirectement;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant ou se proposant d'exploiter des entreprises, des oeuvres ou des affaires qui peuvent lui être profitables, des conventions établissant les termes et modalités de l'association de la corporation avec ces personnes; faire partie de tout groupe, devenir membre de toute association ou corporation;

u) s'associer à toute corporation qui s'adonne à des entreprises, des oeuvres ou des affaires qui présentent quelque relation avec les fins de la corporation;

v) accomplir toutes autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlementation.

7. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, titulaires, agents et serviteurs;
- c) la gestion, l'administration, l'usage et la disposition de ses biens, oeuvres et entreprises;
- d) la poursuite de ses fins.

Fondations.

8. La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charita-

gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

(r) make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

(s) solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, calculated to benefit it directly or indirectly, and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice it;

(t) make with any person, society or corporation, carrying on or intending to carry on enterprises, works or business which may be advantageous to it, agreements setting out the terms and conditions of the association of the corporation with such persons; join any group and become a member of any association or corporation;

(u) associate itself with any corporation pursuing undertakings, works or business in any way connected with its objects;

(v) do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

6. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects.

7. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting:

- (a) its internal management;
- (b) the appointment, functions, duties and powers of its officers, incumbents, agents and servants;
- (c) the management, administration, use and disposal of its property, works and undertakings;
- (d) the pursuit of its objects.

8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educa-

bles, éducatives ou d'assistance et, conséquemment, recevoir comme dépositaire fiduciaire, légataire ou donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger comme tel à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément, et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire.

Dots.

9. Les dots constituées par ses membres ou pour eux sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article 8 tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation.

Changement de nom, etc.

10. La corporation peut, avec l'approbation du secrétaire de la province, changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province; un tel changement entre en vigueur le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

Autorisation du visiteur requis.

11. 1. La corporation doit être au préalable spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, quant à son patrimoine propre et quant aux patrimoines des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) acquérir ou aliéner des immeubles;
- b) faire de nouvelles constructions;
- c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une oeuvre ou entreprise;
- d) accepter les fondations visées à l'article 8;

e) exercer les pouvoirs énumérés aux paragraphes *f, g, h, i, j, k, n, q, r, s, t* et *u* de l'article 5.

Pouvoirs du visiteur.

2. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses oeuvres et entreprises. Il peut, mais sans préjudice des droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement desdites

tional or welfare purposes and accordingly receive, as depository, trustee, legatee or donee the property given or transmitted by gift, will or otherwise by the donor and bind itself as such to carry out the charges established by the donor, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its own assets.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately and for which separate accounts shall be kept. The corporation shall exercise the rights of an owner in respect of each such patrimony.

Distinct patrimony.

9. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under section 8, as long as they have not become the permanent property of the corporation.

Settlements.

10. With the approval of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the place of its corporate seat in the Province; such change shall come into force on the sixtieth day after publication of a notice thereof in the *Québec Official Gazette*.

Change of name, etc.

11. (1) The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

- (a) to acquire or alienate immoveables;
- (b) to erect new constructions;
- (c) to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;
- (d) to accept the endowments contemplated in section 8;

(e) to exercise the powers enumerated in paragraphs *f, g, h, i, j, k, n, q, r, s, t* and *u* of section 5.

(2) The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without prejudice to the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and

Authorization of visitor required

Powers of visitor.

oeuvres et entreprises, et à cesser de faire tout ce qui à son avis est inapproprié ou n'est pas nécessaire à de telles fins.

improvement of such works and undertakings and to discontinue doing anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Visiteur.

3. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

(3) The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese in which the corporate seat of the corporation is located, or any person appointed as visitor by him. Visitor.

Exercice de droits, etc.

12. Les droits, pouvoirs et privilèges de la corporation sont exercés par la moniale qui occupe à l'occasion la fonction d'abbesse de la communauté; cependant, celle-ci doit prendre l'avis de son conseil de consultrices avant d'exercer les pouvoirs prévus aux articles 7 et 10 et de poser les actes qui, en vertu des règlements de la corporation, requièrent tel avis.

12. The rights, powers and privileges of the corporation shall be exercised by the nun acting for the time being as abbess of the community; but she must take the advice of her board of advisers before exercising the powers provided for in sections 7 and 10 and before performing the acts which, under the by-laws of the corporation, require such advice. Exercise of rights, etc.

Conseil de consultrices.

La moniale qui occupe à l'occasion la fonction d'abbesse de la communauté nomme parmi les membres de la communauté les membres de son conseil de consultrices qui doivent être au nombre d'au moins quatre.

The nun acting for the time being as abbess of the community shall appoint from among the members of the community the members of her board of advisers who must be at least four in number. Board of advisers.

Remplacement de l'abbesse.

En cas d'absence, de décès ou d'incapacité d'agir de l'abbesse de la communauté, les pouvoirs de celle-ci peuvent, si les règlements de la corporation y pourvoient et aux conditions qu'ils déterminent, être exercés par la moniale qui exerce alors la fonction d'abbesse de la communauté.

In the case of the absence, death or inability to act of the abbess of the community, her powers, if the by-laws of the corporation so provide and on such conditions as they determine, may be exercised by the nun then acting as abbess of the community. Replacement of abbess.

Fonds d'amortissement.

13. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas remboursables par annuités.

13. The corporation must establish a sinking-fund for all issues of its bonds or debentures not repayable by annual instalments. Sinking-fund.

Copie de tout acte de fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut à l'occasion et sans frais consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost. Copy of trust deed.

Activités des membres.

14. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui produit ses effets, nonobstant toute loi contraire, tant que le membre fait partie de la corporation.

14. Any member of the corporation may devote her activities to the service of the latter or of any corporation constituted under this act and establish the conditions thereof by an agreement which shall have effect, notwithstanding any law to the contrary, as long as she is a member of the corporation. Activities of members.

Désigna-
tion des
membres.

15. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

15. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Designa-
tion of
members.

Demande
de disso-
lution par
membre,
prohibée,
etc.

16. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour travail accompli au service de l'une ou de l'autre.

16. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service of either.

Members'
rights
restricted.

Représen-
tation de mem-
bres par
la corpo-
ration.

17. La corporation représente ses membres et peut, en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut, tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

17. The corporation represents its members and may, in its name but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corpora-
tion rep-
resents
members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

(a) exercise their judicial recourse when proceedings have not already been instituted;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise, for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, the recourses provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain
recourses.

Déclara-
tion.

18. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés à l'article 2 de cette loi.

18. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 1 of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in section 2 of that act.

Declara-
tion.

Registres.

19. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

19. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Registers.

a) une copie de la présente loi;

(a) a copy of this act;

b) les règlements de la corporation adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;

(b) the by-laws of the corporation made in virtue of the powers conferred by this act;

c) les nom, prénoms, adresse et fonctions de chacune des personnes qui sont membres de la corporation, en indiquant pour chacune son nom en religion, la date

(c) the surname, given names, address and functions of every member of the corporation indicating, as regards each, her name in religion, the date of her

de son admission à la corporation et celle où elle a cessé d'en être membre;

d) les nom et prénoms de chaque membre occupant la fonction d'abbesse de la communauté, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où elle a cessé d'occuper cette fonction;

e) un résumé des dispositions des fondations que la corporation a acceptées sous le régime de l'article 8;

f) la liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention de la somme capital de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués, et les nom et adresse du créancier ou, pour les émissions de bons ou d'obligations, le nom du fiduciaire.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par sa secrétaire.

Consultation, etc.

Toute personne intéressée peut en prendre communication et en obtenir à ses frais un extrait certifié.

Preuve d'avis donné.

20. Un certificat de la moniale qui occupe à l'occasion la fonction d'abbesse de la communauté constitue, à toutes fins, la preuve que le conseil des consultrices a donné son avis sur une matière de sa compétence qui est décrite au certificat, ou que la personne mentionnée au certificat est membre de la corporation ou fait partie de son conseil de consultrices, ou exerce une fonction à laquelle s'appliquent la présente loi ou les règlements de la corporation.

Donations autorisées.

21. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les engagements que pourraient comporter ces donations, pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, pourvu qu'il en soit ainsi décidé par les administrateurs à la majorité des voix au cours d'une assemblée des administrateurs qui aura été convoquée à cette fin et à laquelle il y aura quorum.

Subsidiaires.

22. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur

admission to the corporation and the date when she ceased to be a member thereof;

(d) the surname and given names of each member holding the office of abbess of the community, indicating the date of her entry into office and the date when she ceased to hold such office;

(e) a summary of the provisions of the endowments accepted by the corporation under section 8;

(f) a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating the capital sum of each, a summary description of the immoveables hypothecated and the name and address of the creditor or, as regards issues of bonds or debentures, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts under the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his own expense.

Proof of contents.

Consultation, etc.

Proof of notice given.

20. A certificate of the nun holding for the time being the office of abbess of the community shall constitute proof for all purposes that the board of advisers has given its advice on a matter within its competence which is described in the certificate, or that the person mentioned in the certificate is a member of the corporation or of its board of advisers, or holds an office to which this act or the by-laws of the corporation apply.

21. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the Province are authorized to grant and make to the corporation such gifts as they deem expedient and may carry out the commitments resulting from such gifts to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, provided that such action be decided upon by the votes of a majority of the directors present at a meeting of the directors called for the purpose and at which a quorum is present.

Gifts by corporations.

22. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may

Subsidaries.

peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, organisme ou oeuvre de la communauté. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs, la désignation de celui ou de ceux qui seront les premiers membres de la corporation ou, selon le cas, de ses administrateurs ou de son visiteur.

Avis. 2. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs. 3. Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Modification des fins, etc. 4. À la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut par lettres patentes supplémentaires modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice, et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de la délivrance de ces lettres patentes supplémentaires est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution. 5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le sixième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolution des biens. 6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, à la corporation constituée par la présente loi.

Succèsion. 23. À la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article 22, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de

issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, board or undertaking of the community. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its corporate seat, the powers, rights and privileges which it is to enjoy and the rules for the exercise of its powers, and designate the person or persons who shall be the first member or members of the corporation or its directors or visitor, as the case may be.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*. **Notice.**

(3) A corporation so created shall have, among other powers, those of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province. **Powers.**

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation and the rules established for the exercise thereof, and change its name or the location of its corporate seat in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Québec Official Gazette*. **Amendment of objects, etc.**

(5) Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixth day following the publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*. **Dissolution.**

(6) In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after the payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the corporation constituted by this act. **Reversion of property.**

23. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor, by the letters patent constituting a corporation under section 22, may declare that such corporation succeeds a corporation then existing, and declare the latter dissolved, provided that the latter has consented thereto by resolution of its director or

ses administrateurs ou de son ou ses membres, selon le cas.

Succes-
sion.

À la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article 22, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert
des droits.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date de la délivrance de telles lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède, et toute procédure commencée ou qui aurait pu l'être par ou contre cette corporation éteinte peut être valablement commencée ou continuée, selon le cas, par la corporation présentement constituée ou contre elle.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, au bureau de la circonscription dans laquelle sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Succes-
sion et
acquisi-
tion vali-
dées.

24. La corporation constituée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 108, a en vertu de l'article 8 de ladite loi succédé à tous les droits et obligations de la Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, aux termes d'un acte de vente consenti en faveur de ladite communauté par Peter William Wells devant le notaire Félix Alphonse Larue, le 9 novembre 1902 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis le 16 décembre 1902, sous le numéro 40,590 et cette acquisition pour ladite communauté est validée.

1904, c.
108, ab.

25. La loi 4 Édouard VII, chapitre 108, est abrogée et la corporation constituée par ladite loi est dissoute.

Succes-
sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à la corporation éteinte,

directors or of its member or members, as the case may be.

Upon petition by a corporation constituted under section 22, the Lieutenant-Governor may enact a similar provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has consented thereto by its director or directors.

Succes-
sion.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be seized of all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings commenced or that might have been commenced by or against such corporation dissolved may validly be commenced or continued, as the case may be, by or against the corporation hereby constituted.

Transfer
of rights.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry office of the place where the immoveables are situated, a declaration showing the transmission of immoveables resulting from this act and from the provisions of its letters patent and describing according to law the immoveables so transmitted.

Registra-
tion.

24. The corporation incorporated by the act 4 Edward VII, chapter 108, succeeded, under section 8 of the said act, to all the rights and obligations of the Communauté des Cisterciennes (Trappistines) du Monastère de Notre-Dame de Bonneval, Avignon, France, by virtue of a deed of sale to the said community by Peter William Wells, made November 9th 1902, before Félix Alphonse Larue, notary, and registered at the office of the registration division of Lévis on December 16th 1902 under number 40,590 and such acquisition for the said community is validated.

Succes-
sion and
acquisi-
tion va-
lided.

25. The act 4 Edward VII, chapter 108, is repealed and the corporation constituted by the said act is dissolved.

1904, c.
108, re-
pealed.

The corporation constituted by this act succeeds the dissolved corporation, is

Succes-
sion.

est saisie et déclarée propriétaire des biens de cette dernière et est tenue de ses dettes et de ses obligations; les dispositions de biens faites en faveur de la corporation éteinte et les procédures commencées ou qui auraient pu l'être par ou contre cette corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées, selon le cas, par la corporation présentement constituée ou contre elle.

Enregist-
rement.

La corporation constituée par la présente loi doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant les immeubles ainsi transportés.

Entrée en
vigueur.

26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

seized and declared owner of its property and shall be responsible for its debts and obligations; dispositions of property made in favour of the dissolved corporation and proceedings commenced or that might have been commenced by or against such corporation dissolved may validly be commenced or continued, as the case may be, by or against the corporation hereby constituted.

The corporation constituted by this act shall cause to be registered in conformity with the laws of registration a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing the immoveables so transmitted.

Registra-
tion.

26. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.